



Pool d'experts pour la promotion civile de la paix



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Photo en couverture :

mission d'observation des élections au Soudan en 2010 :
rencontre entre l'observatrice Monica Giambonini et la tribu
semi-nomade des Beja, dans l'Etat du Nil (au nord de
Khartoum).

Au service du Pool d'experts pour la promotion civile de la paix

Appuyer la mise en place de l'Etat de droit à Pristina (Kosovo), observer les élections en Russie, apporter un soutien technique à la police au Libéria : trois exemples montrant comment les experts suisses de la promotion de la paix et des droits de l'homme mettent leurs compétences au service de la communauté internationale.

Quelque 200 experts civils aux compétences diverses sont envoyés chaque année pour des interventions de durée variable dans plus d'une trentaine de pays, la moitié d'entre eux pour observer des élections. Ils sont en moyenne 90 en mission simultanément, dont 40 % de femmes.

Le choix des affectations est guidé par les priorités géographiques et thématiques de la Suisse dans le domaine de la sécurité humaine : médiation et facilitation d'accords de paix, renforcement des structures étatiques, état de droit, police, droits de l'homme, droit international humanitaire, élections et traitement du passé.

Vous avez envie de vous engager auprès du Pool d'experts suisse pour la promotion civile de la paix ?

Alors n'hésitez pas à présenter votre candidature à l'un des postes mis au concours. Vous pouvez consulter les offres d'emploi sur notre page Web www.eda.admin.ch/expertenpool ou les recevoir directement dans votre boîte électronique. Pour créer une alerte email, écrivez à l'adresse pd-ams-expertenpool@eda.admin.ch. Les candidatures spontanées ne seront pas prises en compte.

Contact

Pool d'experts pour la promotion civile de la paix

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction politique DP

Division Sécurité humaine :

Paix, droits de l'homme, politique humanitaire, migration
3003 Berne

Tél: +41 (0)58 462 76 71

Courriel: pd-ams-expertenpool@eda.admin.ch

Formation des experts

Quel comportement adopter à un checkpoint (poste de contrôle) ? De quels instruments de promotion de la paix dispose l'ONU ? Comment minimiser le risque que représentent les mines lors d'une intervention sur le terrain ? La Division Sécurité humaine (DSH) organise des formations initiales et continues avec des partenaires externes. Un cours de base de deux semaines permet aux nouveaux experts de se familiariser avec le travail de promotion de la paix et des droits de l'homme. Il existe ensuite des formations complémentaires en médiation, traitement du passé, gestion de mission, etc.

La Suisse soutient également la formation et le perfectionnement d'experts locaux dans des zones de crise, par exemple au Mali avec l'Ecole de maintien de la paix (EMP), et au Ghana avec le Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre (KAIPTC).

Le Pool d'experts finance chaque année des stages à l'ONU pour des diplômés ou des personnes possédant peu d'expérience professionnelle internationale.

Informations complémentaires :

www.eda.admin.ch/expertenpool

www.civpol.ch

L'histoire du Pool d'experts

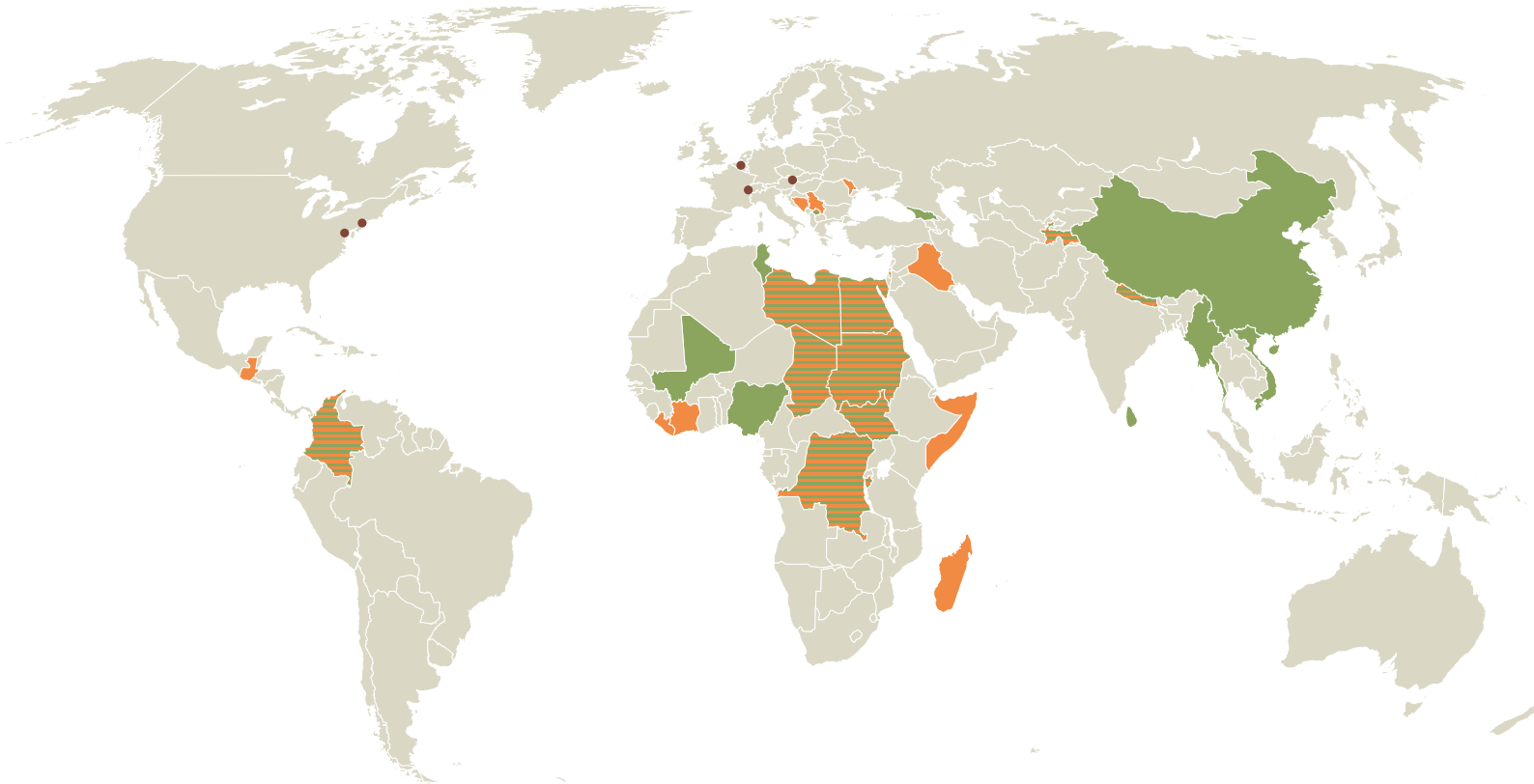
Le détachement d'experts civils, dans le cadre de missions relevant de la politique de la paix, des droits de l'homme et humanitaire de la Suisse, repose sur une longue tradition. En fonction des besoins, les experts sont mis à disposition pour des projets de promotion civile de la paix d'une durée limitée, en tant qu'observateurs électoraux, conseillers en matière de police ou spécialistes des questions constitutionnelles, des élections, de la médiation, de l'état de droit, des droits de l'homme ou du droit international humanitaire par exemple.

Au lendemain de la guerre froide et dans le sillage des conflits qui ont embrasé les Balkans, il apparaissait clairement que la restauration durable de la paix et la reconstruction de pays marqués par la guerre nécessitaient surtout des compétences civiles. En créant en 2000 son Pool d'experts, la Suisse n'a fait que répondre à l'accroissement de la demande internationale d'experts en promotion civile de la paix et des droits de

l'homme. L'augmentation de cette demande ne s'est pas démentie depuis. Les experts conseillent les autorités et institutions sur place, concourent à la mise en place de structures étatiques, soutiennent des élections, participent aux missions de paix internationales, et s'associent aux efforts que consacre la communauté internationale à la paix et aux droits de l'homme. Le détachement d'experts représente pour la Suisse un instrument efficace de promotion de la paix et des droits de l'homme. Elle y recourt depuis de longues années et a pu ainsi accumuler une précieuse expérience, qui lui permet d'exercer une influence sur le dialogue international en la matière et d'améliorer durablement la sécurité humaine dans les régions concernées.

L'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Union européenne (UE) sont les principales organisations partenaires. Les experts sont détachés au siège de ces organisations ou envoyés en mission sur le terrain.

Zones d'intervention des experts



DÉTACHEMENT D'EXPERTS AU SIÈGE D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Bruxelles (EU, NATO)
Genève (AdH, CEDAW, JRR,
OHCHR, UNMAS)
New York, Washington (OHCHR,
UNDFS, UNDP, UNDPA, UNDPKO,
UNOCHA, UNODA, UNOPGA,
UNOSAPG)
Vienne (OSCE, UNODC)

DÉTACHEMENT D'EXPERTS DANS DES MISSIONS MENÉES PAR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Burundi (BNUB)
Colombie (OHCHR)
Côte d'Ivoire (UNOCI)
Égypte (UNIDO)
Guatemala (CICIG)
Irak (UNDP)
Kosovo (EULEX, OSCE,
UNDP)
Libéria (UNMIL)
Libye (UNSMIL)
Madagascar (OIF)
Moldavie (OSCE)
Népal (UNHCR,
UNRCPD, IOM)
République
démocratique du
Congo (MONUSCO)
Serbie (OSCE)
Somalie (UNICEF)
Soudan (UNDP)
Soudan du Sud
(UNMISS)
Tadjikistan (OSCE)
Tchad (OHCHR)
Territoire palestinien
occupé (TIPH)

DÉTACHEMENT D'EXPERTS DANS LE CADRE DE PROGRAMMES BILATÉRAUX

Burundi République
Chine démocratique du
Congo
Colombie Soudan du Sud
Égypte Sri Lanka
Géorgie Tadjikistan
Kosovo Tchad
Libye Territoire palestinien
Mali occupé
Myanmar Tunisie
Népal Vietnam
Nigéria

Etat : février 2014

ABREVIATIONS (en anglais) :

AdH: Geneva Academy of International Humanitarian
Law and Human Rights
BNUB: UN Office in Burundi
CEDAW: Committee on the Elimination of Discrimination
Against Women
CICIG: International Commission against Impunity in
Guatemala
EU: European Union
EULEX: European Union Rule of Law Mission

IOM : International Organization for Migration
JRR: Justice Rapid Response
MONUSCO: UN Organization Stabilization Mission in
the DR Congo
NATO: North Atlantic Treaty Organization
OHCHR: Office of the High Commissioner of Human
Rights

OIF: Organisation Internationale de la Francophonie
OSCE: Organization for Security and Cooperation in
Europe
TIPH: Temporary International Presence in Hebron
UNDFS: UN Department of Field Support
UNDP: UN Development Programme
UNDPA: UN Department of Political Affairs
UNDPKO: UN Department of Peacekeeping Operations
UNHCR: UN High Commissioner for Refugees
UNICEF: UN Children's Fund
UNIDO: UN Industrial Development Organization
UNMAS: UN Mine Action Service
UNMIL: UN Mission in Liberia
UNSMIL: UN Support Mission in Libya
UNMISS: UN Mission in the Republic of South Sudan
UNOCHA: UN Office for the Coordination of
Humanitarian Affairs
UNOCI: UN Operation in Côte d'Ivoire

UNODA: UN Office for Disarmament Affairs
UNODC: UN Office on Drugs and Crime
UNOPGA: UN Office of the President of the General
Assembly
UNOSAPG: UN Office of the Special Adviser to the UN
Secretary-General on the Prevention of Genocide
UNRCPD: UN Regional Centre for Peace and
Disarmament in Asia and the Pacific

Des experts témoignent



PATRICIA PFISTER, 38 ans
sociologue et conseillère, originaire
d'Oron-la-Ville

J'ai été envoyée en mission en Cisjordanie pour une année. Je suis responsable de la division RAID (recherche, analyse et information) au sein de la Présence internationale temporaire à Hébron (TIPH). Cette division produit régulièrement des rapports et des recommandations à l'intention du gouvernement israélien, des autorités palestiniennes et des six pays membres de la TIPH. Ces documents sont extrêmement importants pour l'analyse et le suivi de la situation de la population palestinienne à Hébron. Ils permettent en outre d'alimenter le dialogue avec les parties concernées.

Lorsqu'on rédige un rapport, il est essentiel de toujours rester objectif et impartial. Je dirais qu'en cela, mon expérience et la réputation de la Suisse me sont très utiles.

Mes journées sont remplies de réunions. Il peut s'agir de rencontres avec des partenaires locaux et internationaux, ou de discussions portant sur la coordination du travail quotidien, sur des documents, ainsi que sur la gestion et l'organisation de la mission.

Cette expérience est très enrichissante. Tous les jours, je peux apprendre quelque chose de nouveau – que ce soit sur le conflit israélo-palestinien, la gestion du personnel, le savoir-faire diplomatique, ou tout simplement sur la vie « en vase clos » avec des personnes très différentes par leur culture, leurs motivations et leurs méthodes de travail.



DAVID ROSSET, 38 ans
policier et conseiller en matière de police,
originaire de Lausanne

Je travaille pour la MINUSS (Mission des Nations Unies en République du Sud-Soudan). Ma mission consiste à aider la direction de la police sud-soudanaise (SSPS) à mener à bien sa réforme et sa réorganisation. J'entretiens des contacts étroits avec tous les acteurs (la MINUSS, l'équipe de pays de l'ONU, les donateurs) et les assiste dans les différentes étapes du projet.

La SSPS est encore en pleine phase de transition et de réforme interne. Il est impératif d'aider le gouvernement sud-soudanais pour qu'il puisse mieux faire respecter la loi, lutter contre la violence et la criminalité, et protéger la population civile. Lorsque la possibilité d'être envoyé au Soudan du Sud comme conseiller civil en matière de police s'est présentée, je me suis tout de suite porté volontaire. Au préalable, j'avais suivi diverses formations du Pool d'experts : commandant de police de l'ONU, constitution d'un corps de police, gouvernance décentralisée et prévention des conflits.

Les problèmes restent nombreux au Soudan du Sud et il n'est pas facile d'intervenir dans ce pays tout jeune, ne serait-ce qu'en raison de l'absence de services de base ou des risques de résurgence du conflit. La police n'est pas toujours en mesure de mener à bien sa mission : les infrastructures sont insuffisantes, la formation du personnel lacunaire, l'analphabétisme fréquent et les postes de police non opérationnels. De plus, la bureaucratie du système entrave l'accomplissement efficace des missions prioritaires. Mais je trouve ce travail de renforcement des capacités de la police sud-soudanaise, aux côtés de collègues suisses et étrangers, très enrichissant.



ROMAN HUNGER, 41 ans
juriste et conseiller militaire, originaire de
Küsnacht

L'Assemblée générale de l'ONU à New York est l'un des six organes principaux des Nations Unies. Mes fonctions de conseiller pour le désarmement et la promotion de la paix au bureau du président de l'Assemblée générale sont à la fois stimulantes, passionnantes et d'une brûlante actualité politique internationale ; elles se traduisent par des activités très variées, sur le plan politique comme procédural, qui touchent au fonctionnement de l'Assemblée générale et à tout ce qui l'entoure.

Cette présence au sein du bureau du président est très utile : elle permet d'identifier très tôt les activités de l'Assemblée qui intéresseront la Suisse, d'influer sur les priorités de la présidence et d'en tirer parti. Les échanges avec mes collègues suisses au sein du système sont alors très intenses et permettent d'assurer un flux constant de connaissances et d'informations.

Il s'agit de ma seconde mission pour le Pool d'experts. La première fois, j'ai été envoyé au Népal où j'ai travaillé trois ans durant comme coordinateur spécial et directeur adjoint du bureau régional de l'ONU pour la paix et le désarmement dans la région Asie-Pacifique. J'avais auparavant été responsable du désarmement et de la promotion de la paix à la mission permanente de la Suisse auprès de l'ONU.

Source : « Pour la paix, les droits de l'homme et la sécurité. De l'engagement de la Suisse dans le monde ». La brochure du DFAE peut être téléchargée ou ordonnée sur le site Internet du DFAE à l'adresse : www.dfae.admin.ch/publications



MONICA GIAMBONINI

observatrice électorale, originaire de Comano

Assis dans la voiture à côté des bagages, nous rédi-geons, mon collègue et moi, le rapport sur le meeting électoral auquel nous venons d'assister en qualité d'observateurs. Dehors, il pleut à verse. Nous atteignons enfin le chef-lieu de la région placée sous notre responsabilité. Il nous a fallu cinq heures pour parcourir les 120 km de route cahoteuse. A peine arrivés, nous sommes de nouveau emportés par le rythme infernal du travail d'observation électorale.

C'est ainsi qu'a commencé la mission d'observation électorale au Timor-Leste et c'est ainsi que sont rythmées presque toutes les activités d'un observateur. Le temps à disposition pour récolter, analyser et traiter les informations est limité. La préparation sur place avant le premier jour des élections peut prendre 3 à 4 semaines. Les observateurs doivent gérer un calendrier très chargé, dans des conditions bien souvent difficiles et non sans risque. L'agenda prévoit des rencontres avec les acteurs qui sont directement ou indirectement impliqués dans le processus électoral comme les autorités administratives et électorales, les forces de sécurité, les candidats à l'élection, les partis politiques, les médias, les ONG, les électeurs, etc.

A cet agenda minuté à l'extrême s'ajoutent des conditions d'hébergement souvent précaires. Je me souviens d'un hiver en Arménie où le circuit de chauffage avait gelé, de nuits passées sous une tente en Mauritanie, d'un mamba noir trouvé dans ma chambre à coucher et d'endroits sans eau et sans électricité. Mais la richesse des échanges inter-culturels et interpersonnels font vite oublier tous ces tracas.

Même après avoir participé à une cinquantaine de missions d'observation électorale dans plus de 20 pays, la rencontre avec « l'Autre » me fascine toujours autant. Le microcosme humain dans lequel évoluent les observateurs électoraux est l'officine des changements de demain.

Source : « Swiss Peace Supporter. Economie, droits de l'homme et paix », n°4/12, Centre de compétences SWISSINT, DDPS, Berne, 2012.

Pour consulter la version intégrale de la revue, cliquez sur le lien ci-après:
www.vtg.admin.ch → Archives Web → Archives 2010 → Peace Supporter journal archive

Editeur :
Département fédéral des
affaires étrangères DFAE
3003 Berne
www.eda.admin.ch/expertenpool